

Tchéchénie retour en enfer

Mars 2004



Photo : Jean-Michel Papazian



I. Introduction et recommandations

Il n'y a pas de conflit en Tchétchénie : c'est ce que s'emploient à démontrer, dans le discours et la pratique, le gouvernement russe et le gouvernement tchéchène mis en place depuis octobre 2003.

Ainsi l'insécurité en Tchétchénie serait résiduelle, et ne constituerait ni un obstacle à la reconstruction du territoire et de ses institutions, ni au retour des déplacés réfugiés en Ingouchie depuis 1999, retour censé s'effectuer sur une base volontaire.

Pour preuve, l'année 2003 a été marquée par la tenue d'un référendum puis d'élections présidentielles en Tchétchénie, et par la fermeture, toujours en cours, des camps de déplacés en Ingouchie, qui devrait s'achever au printemps 2004.

Or la réalité de la vie quotidienne des populations tchéchènes en Ingouchie et en Tchétchénie, telle qu'observée par trois organisations humanitaires internationales présentes dans le Nord Caucase depuis plusieurs années dément ce retour à la normale.

Tout d'abord, les populations déplacées en Ingouchie ne veulent pas rentrer en Tchétchénie à cause de l'insécurité qui y règne, mais y sont contraintes par tous les moyens : promesses d'aide en Tchétchénie et autres incitations au retour ; menaces et mesures coercitives à l'encontre des familles voulant rester en Ingouchie ; entraves des autorités à la mise en place de programmes d'assistance dans les sites d'accueil des déplacés alors même que la situation humanitaire s'y dégrade de jour en jour ; multiplication des opérations policières et militaires dans leurs lieux de vie, jusqu'au démantèlement des camps officiels sans option de relogement en Ingouchie pour les populations qui en sont évincées.

Ensuite, de retour en Tchétchénie, la population civile subit les conséquences d'un conflit qui se déroule à huis-clos et dont les symptômes sont visibles dans tous les détails de la vie quotidienne : infrastructures détruites, moyens de production laminés, économie familiale exsangue, accès aux soins extrêmement limité, permanence des blessures de guerre, présence importante de mines sur le territoire.

Par conséquent, Action contre la Faim, Médecins du Monde et Handicap International :

- Demandent au Secrétaire Général des Nations Unies de produire un rapport sur l'état de la sécurité humaine en Tchétchénie et en Ingouchie
- Demandent à la communauté internationale de faire pression sur toutes les parties au conflit afin que soit garanti le respect des droits fondamentaux des populations tchéchènes en Ingouchie et en Tchétchénie.
- Demandent à la communauté internationale, en collaboration avec les autorités russes et tchéchènes, de garantir notamment aux personnes déplacées en Ingouchie qui ne souhaitent pas rentrer en Tchétchénie l'accès à des alternatives décentes – accès à un logement et à l'assistance humanitaire en Ingouchie.
- Alertent la communauté internationale sur le risque de voir l'aide humanitaire utilisée dans une politique d'incitation au retour des populations en zone hostile.

Ce rapport se fonde sur des faits recueillis par les trois ONG dans le cadre de leurs interventions humanitaires de terrain et illustrés par des témoignages. L'identité des personnes interviewées a été préservée pour des raisons de sécurité.

II. le retour force des déplacés d'Ingouchie : l'étape finale

A) Rappel

Depuis le début de la deuxième guerre en Tchétchénie, à l'automne 1999, un flot ininterrompu de familles a fui la terreur quotidienne, principalement en direction de l'Ingouchie.

Près de 200 000 tchéchènes ont ainsi trouvé refuge, soit dans des tentes installées dans des camps officiels, soit dans des logements locatifs privés, ou encore dans des camps sauvages -les « kompakts units »-, montés dans des usines parfois encore en activité, dans des fermes ou des granges à l'abandon.

La volonté du gouvernement fédéral de rapatrier les déplacés tchéchènes d'Ingouchie est clairement affichée dans les discours depuis le début du deuxième conflit, et s'est renforcée tout au long des derniers mois comme le reflètent les déclarations récentes des autorités russes ou pro-russes :

« Les chefs d'administration de la République tchéchène se sont organisés au sein des déplacés vivant dans des sites d'accueil en République d'Ingouchie et dont les maisons n'ont pas été détruites, afin de les persuader de rentrer dans leur zone de résidence permanente. Le travail consistant à rediriger les activités humanitaires des ONG internationales en Tchétchénie continue. »

Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie¹

« Pas une seule tente [de déplacés] ne doit rester sur le territoire Ingouche après le 1^{er} mars »

M. Dabiyev, porte parole pour le Conseil d'Etat tchéchène²

« Les camps officiels en Ingouchie seront fermés pour le 1^{er} mars »

M. Isayev, Premier Ministre tchéchène³

Le 29 mai 2002, cette volonté s'officialise sous la forme d'un plan de rapatriement élaboré par le gouvernement ingouche et russe, prévoyant notamment le retour de tous les déplacés avant la fin de l'année 2002, le démantèlement des structures d'accueil en Ingouchie « *en fonction des mouvements* » de population, et l'ouverture de « *discussions avec les ONG internationales sur la réorientation de la plus grande partie de l'aide humanitaire en Tchétchénie.* »

Dans le cadre de ce retour programmé, bien que retardé notamment à cause de contraintes logistiques, bailleurs de fonds, Nations-Unies et autorités russes s'accordent sur un point : le retour des déplacés tchéchènes ne peut s'envisager que sur la base du volontariat, cette notion s'opposant ici à celle de retour forcé physiquement.

¹ Source : Département de la presse et de l'information, 12 février 2004

² Source : Interfax, le 10 janvier

³ Source : Ria Novosti, le 8 janvier

La notion de volontariat n'est pourtant pas réductible à cette définition. A titre indicatif, l'UNHCR définit le rapatriement volontaire ainsi : « *un rapatriement peut être qualifié de volontaire quand, après avoir reçu toute l'information disponible sur leurs zones d'origine, les réfugiés décident librement de rentrer chez eux* ».

Or l'observation des conditions de vie et des mesures coercitives adoptées par les autorités à l'encontre des déplacés montre qu'ils rentrent en Tchétchénie sous la contrainte.

B) un système de pressions forçant les déplacés au retour

Dans leur immense majorité, les déplacés ne veulent pas rentrer car ils craignent pour leur vie. Moins de 5% des familles déplacées en Ingouchie⁴ déclaraient il y a quelque temps avoir l'intention de rentrer dans les prochains mois. La principale raison invoquée était alors l'absence de sécurité physique sur le territoire tchéchène.

Alina

« Nous avons peur de rentrer, même dans les PVR [centres d'accueil temporaires en Tchétchénie] on n'est pas en sécurité. Il y a quelques semaines, des hommes masqués et armés ont fait une descente dans un PVR dans le quartier Staropromislovsky.

Mon mari a été arrêté une fois par les Russes, il est resté entre leurs mains pendant trois mois jusqu'à ce que nous trouvions suffisamment d'argent pour le faire libérer. Nous avons payé 15000 roubles pour le faire sortir. Depuis il travaille pour rembourser cet argent.

Pour nous, le plus important c'est la sécurité. Nous voulons juste vivre tranquillement. Nous n'avons pas peur de travailler.

Nous voulons juste nous coucher le soir et dormir jusqu'au matin sans que n'arrive aucun malheur.

J'ai dans mon entourage proche quatre personnes portées disparues après avoir été arrêtées par les militaires ou les services de sécurité.»

Kheda

« Je veux rentrer à la maison [à Grozny], mais pas maintenant. Maintenant c'est le règne du hors la loi à la maison. Différents groupes de gens armés, les unités de Kadyrov et d'autres, il y a plein de rumeurs à leur propos. Si vous les doublez sur la route ils peuvent commencer à tirer, ils peuvent faire ce qu'ils veulent : tuer des gens, les insulter ou les tuer en toute impunité. Ce n'est pas sécurisé en Tchétchénie, s'il y a des opérations spéciales ils arrêtent qui ils veulent sans raison, je sais ça. A part ça, il y a beaucoup d'explosions sur les routes ou de mines posées. Vous pouvez facilement être victime de ce genre de chose aussi.»

⁴ Enquête de sécurité alimentaire menée par ACF auprès de 1581 familles en février 2003 ; enquête menée par MSF-France en février 2003. Tendances confirmées en novembre 2003 à travers une nouvelle enquête menée par ACF auprès de ses bénéficiaires - moins de 6% des personnes interrogées ayant déclaré vouloir rentrer en Tchétchénie.

▪ **une population sans statut, qui sombre dans la clandestinité**

Bien que la notion de « personne déplacée interne » n'existe pas en tant que telle dans la législation russe, la Loi Fédérale de 1995 propose un statut équivalent aux « migrants forcés », définis comme « des citoyens de la Fédération de Russie ayant été forcés à quitter leur place de résidence permanente » à cause de violences ou de menaces de violences et de persécution.

L'évolution de l'attribution de ce statut par les autorités russes depuis le début de la première guerre témoigne de la perception du conflit tchéchène imposée par le gouvernement : alors que la plupart des déplacés⁵ de la première guerre l'avaient obtenu, il n'a été accordé pendant la deuxième guerre qu'à ceux qui déclaraient avoir été victimes des « groupes islamistes tchéchènes », mais jamais des forces fédérales. D'après le HCR, seuls 89 déplacés tchéchènes en Ingouchie ont pu obtenir ce statut pendant la deuxième guerre⁶.

Privés de reconnaissance juridique, les déplacés avaient néanmoins accès à une reconnaissance administrative qui leur ouvrait des droits. L'attribution du « document 7 » par le Service de migration leur permet en effet d'accéder à l'aide humanitaire fédérale, et notamment à un logement gratuit dans un camp, et à des distributions de nourriture.

Ce document n'est plus délivré par les autorités aux nouveaux arrivants depuis avril 2001 et peut même désormais être retiré, lors de contrôles de présence physique effectués par des policiers, spécialement dans les camps officiels et les centres collectifs.

Ainsi, entre le 6 et 10 novembre 2003, une équipe de 6 policiers russes a contrôlé physiquement toutes les tentes dans tous les camps, tous les jours. Toutes les personnes absentes à ces moments là ont été exclues des listes fédérales, même si elles vivaient bien de façon permanente dans les camps mais étaient à l'extérieur au moment de l'inspection.

Fin décembre, les déplacés officiellement enregistrés ont été menacés dans le camp de Sputnik par les autorités tchéchènes de ne plus recevoir l'aide fédérale au retour s'ils ne se désenregistraient pas eux-mêmes auprès des autorités, avant la fin du mois.

Le 28 janvier 2004, des administrateurs régionaux tchéchènes ont visité les camps, avec en main des listes indiquant l'état des maisons des déplacés dans leurs villages d'origine. Sur la base de ces listes, les déplacés dont les maisons étaient en état d'être habitées ont été rayés des listes officielles. Dans de nombreux cas, d'après les déplacés, ces listes étaient fausses.

Enfin la valse incessante des interlocuteurs officiels en charge du plan de rapatriement place les déplacés dans l'incapacité d'adresser leurs réclamations à quelqu'un qui puisse en effectuer un suivi : quelques semaines après leurs prises de fonction, les responsables des camps sont rappelés, mis en vacances et remplacés.

⁵ 162 000 déplacés répartis sur le territoire de la Fédération de Russie ont obtenu ce statut pendant la première guerre contre moins de 15 000 lors du deuxième conflit.

⁶ Rapport du HCR sur les demandeurs d'asile de la Fédération de Russie dans le contexte de la Tchétchénie-février 2003.

▪ **menaces, promesses, terreur policière et militaire : une population harcelée au quotidien**

Tous les jours, des représentants des différents services de l'administration tchéchène visitent les camps, invitent les gens à rentrer, les « aident » à remplir les papiers, les inscrivent sur les listes pour le transport. Des camions mis à disposition par le Service de migration pour transporter les déplacés vers la Tchétchénie sont désormais basés en permanence à l'entrée des camps.

La même mécanique est à l'œuvre à chaque visite : annonce de la fermeture imminente des camps, promesses sur la disponibilité de logements collectifs en Tchétchénie, sur l'allocation d'une assistance financière devant permettre le paiement d'un loyer en Tchétchénie. Les personnes candidates à l'obtention d'une compensation pour leur maison détruite en Tchétchénie signent un contrat avec les autorités dans lequel elles reconnaissent « l'obligation de quitter dans les 7 jours, de façon volontaire [sic] le camp⁷.»

Zulfia

« Je ne veux pas partir d'ici. On nous a menacés : si on ne fait aucune demande (de PVR ou de retour en Tchétchénie), on ne nous aidera en rien.

La semaine dernière, des Russes et des Tchétchènes sont venus, ils nous ont menacé en ces termes : «si vous ne partez pas, on va déchirer vos tentes et vous vous débrouillerez pour vivre.»

Adam, Satistia

« Nous vivons ici depuis que le camp existe. Nous somme quatre: mon mari, nos deux enfants et moi. En 2001, nous avons agrandi notre tente à nos frais. Pour parler de la situation actuelle, je peux dire que les gens partent mais ils ne vont nulle part. Pour l'instant, il y a encore 300 tentes dans le camps. Les gens doivent partir, puisque tous les jours ils reçoivent la visite de personnes qui leur demandent de rentrer. Qui sont ces gens ? Deux fois par semaine les milices de Kadyrov de Grozny viennent poser des questions et prendre des notes ; puis le chef du village vient tous les jours avec une seule question « pourquoi ne rentrez-vous pas à la maison ? Rentrez chez vous ! » C'est le deuxième mois qu'il fait ça tous les jours. Puis il va dire aux aïeuls du village que telle ou telle famille ne veut pas rentrer les menaçant d'exiger qu'elle paye des taxes pour leur terre (...).Au bureau du camp ils nous disent « partez, partez, si les gens ne partent pas on brûlera leurs tentes ». Pendant deux semaines on n'a pas eu d'eau, le jour où ils nous ont redonné l'eau, ils ont coupé l'électricité. Un jour et demi après, ils ont à nouveau coupé l'eau ; maintenant on s'attend à ce qu'ils coupent le gaz.»

D'après les personnes interrogées, les déplacés qui refusent de rentrer doivent le confirmer par une lettre qui est ensuite transmise à la branche tchéchène du service fédéral des migrations. Ils sont dès lors interdit de *propiska*⁸ en Tchétchénie pour une période de cinq ans.

Résultat d'une combinaison d'incitations au retour et de menaces, la pression psychologique subie par les déplacés s'est encore accrue avec l'augmentation des forces armées présentes sur le territoire ingouche depuis 2002. Les opérations conjointes militaires et policières « anti-terroristes », visant à trouver et détruire les caches d'armes et d'hommes au sein de la population déplacée, se sont multipliées. Ainsi en septembre 2003, après l'attentat

⁷ Alinea 4 du document permettant l'obtention des compensations, et signé par les déplacés avec le comité pour les paiements compensatoires.

⁸ Permis de résidence, obligatoire pour tous les citoyens russes.

contre le bâtiment officiel du FSB⁹ à Magas, en Ingouchie, des dizaines de déplacés sont victimes d'arrestations arbitraires ; un barrage militaire et policier est installé immédiatement à l'entrée des principaux camps officiels, ne laissant passer que ceux qui ont reçu une autorisation préalable.

En décembre 2003, plusieurs déplacés ont été enlevés par des forces masquées et armées, sans que les familles aient accès ensuite aux lieux de détentions.

Le 6 mars 2004, à 5h00 du matin, six à huit véhicules blindés et des dizaines de jeeps militaires entourent le camp de Satsita pour le lancement d'une opération conjointe entre forces tchéchènes et russes. Des Tchétchènes masqués et des Russes à visage découvert, en armes, entrent dans toutes les tentes, vérifiant les passeports, arrachant parfois les planchers. A 9h00, ils s'apprêtent à repartir en emmenant sept hommes : les femmes du camp protestent en encerclant les blindés. Forces tchéchènes et russes relâchent alors les « suspects » et partent en menaçant de revenir.

Pour les déplacés, les contrôles policiers ou militaires sont donc devenus quotidiens à l'intérieur même des camps.

▪ **la dégradation des conditions de vie dans les camps, véritable incitation au retour**

Après quatre années passées en Ingouchie, la plupart des familles déplacées ne parviennent plus à couvrir leurs besoins de base.

Moins de 30% des déplacés avaient un emploi en Ingouchie en février 2003, contre 50% un an avant. Symptôme d'une économie familiale à bout de souffle, la décapitalisation - vente de biens personnels et emprunt - constitue un ultime mécanisme de détresse pour les familles déplacées qui ont épuisé leurs ressources depuis leur arrivée. Après avoir vendu leurs bijoux, elles vendent désormais leurs biens d'équipement. En janvier 2003, 58% des familles avaient des emprunts à rembourser contractés notamment pour payer ou améliorer leur logement.

Alors que les conditions de vie des populations déplacées ne cessent de se dégrader, l'aide humanitaire et particulièrement l'aide alimentaire, a diminué depuis deux ans : en février 2002, les distributions de nourriture aux déplacés couvraient 134% des besoins énergétiques théoriques quotidiens¹⁰. La revente d'une partie de l'aide alimentaire constituait une ressource vitale pour les familles, leur permettant de couvrir une partie de leurs autres besoins. Aujourd'hui, à peine 75% des besoins alimentaires théoriques quotidiens sont couverts, notamment à cause de l'arrêt des distributions de nourriture du gouvernement fédéral (arrêt des distributions de pain en mars 2002, distributions d'autres produits alimentaires –riz, sucre, huile, viande- de plus en plus erratiques).

L'accès aux soins et à l'éducation est également de plus en plus limité. Ainsi, dans le camp Satsita l'école et la polyclinique ont été fermées au début du mois de mars. L'ONG en charge de la gestion des infrastructures humanitaires (polyclinique, école, distribution de nourriture, gestion de l'eau) a dû cesser ses activités et les transférer aux autorités locales.

⁹ Service Fédéral de Sécurité, ex-KGB.

¹⁰ Source Rapport de sécurité alimentaire en Ingouchie, Action Contre la faim, février 2002

Irina

« Le ministère des Affaires sociales ne nous distribue aucune aide depuis 15 mois, [et l'on] nous donne très peu de choses : un peu de farine et une petite boîte d'aliments, c'est complètement insuffisant.

Ici on nous traite comme des personnes de « seconde zone ». J'ai accouché il y a 10 jours. Lorsque j'ai commencé à sentir les contractions, je me suis rendue avec ma sœur à l'hôpital de Sleptsovsk (où se trouve le camp de Sputnik). Là-bas, ils ont refusé de me prendre, ils m'ont renvoyée en me disant d'aller accoucher chez moi, en Tchétchénie. J'ai dû prendre le bus pour aller jusqu'à Malgobek, le trajet dure une heure, souffrant des douleurs des contractions. A Malgobek à l'hôpital, ils ont voulu me refuser l'entrée aussi, j'ai dû payer 2000 roubles (60 euros) pour qu'ils acceptent de me faire accoucher finalement. Des bruits courent comme quoi Kadyrov aurait donné l'ordre que les réfugiés tchéchènes ne soient plus accueillis dans les hôpitaux en Ingouchie. »

Evincés des camps ou anticipant leur fermeture, ne pouvant accéder à un logement dans le secteur privé, les déplacés qui refusent de rentrer en Tchétchénie ne cessent de déménager à l'intérieur même de l'Ingouchie, s'agglutinant dans des centres collectifs. Ainsi une enquête réalisée par Action contre la Faim auprès des nouveaux arrivants dans les « kompakts units » révélait en décembre 2003 que 16% arrivaient directement de Tchétchénie, 42 % de camps officiels - fermeture du camp d'Alina en décembre 2003 - et 42% du secteur privé – incapacité à payer un loyer et augmentation des contrôles de polices.

Or la plupart des « kompakts units » sont insalubres : 83% des centres collectifs de Nazran, Karabulak et Sleptsovskaja - environ 23 000 personnes - ne répondent pas aux standards sanitaires minimum : absence ou insuffisance de douches collectives, de toilettes, points d'eau en quantité insuffisante.

Les efforts des ONG pour tenter de répondre aux besoins humanitaires croissants des populations déplacées se heurtent à la réticence des autorités, dont le discours est double. D'une part, les ONG sont accusées de trop en faire, et de sédentariser les déplacés¹¹, alors que d'autre part, les autorités justifient en partie la nécessité du retour des déplacés par les conditions insalubres dans lesquelles ils vivent en Ingouchie.

« Le tour des trois camps réfugiés m'a persuadé une fois de plus que n'importe quelle personne normale préfère déménager dans les locaux appropriés préparés à Grozny que rester dans ces conditions horribles de la vie dans les tentes »

M. Issaev, président du Conseil d'Etat tchéchène¹²

Dans les faits, le refus des autorités de voir notamment de nouveaux sites de déplacés se construire en Ingouchie se traduit par des interdictions récurrentes d'accéder aux camps¹³ et des blocages administratifs sans fin : ces derniers mois, les ONG se sont vues refuser le droit de construire, réhabiliter ou installer en nombre des abris voire de nouvelles tentes pour les déplacés expulsés ; des contraintes d'ordre technique ou légal sont sans cesse invoquées pour repousser le début des constructions, y compris sanitaires. La première semaine de février, 32 tentes installées par les ONG dans le centre collectif de Angusht dans le district de Nazran, prêtes à accueillir 150 personnes ont ainsi été démantelées.

¹¹ « Les déplacés restent pour profiter de l'aide humanitaire en Ingouchie » M. Lebedev, Responsable du département du Ministère des Affaires étrangères Russes chargé des Affaires internationales, Moscou, le 9 février 2004, réunion avec les structures gouvernementales sur l'aide humanitaire en Tchétchénie

¹² Caucasus Time, 10 janvier 2004.

¹³ L'accès aux camps est de plus en plus fréquemment soumis à une autorisation écrite, qui peut parfois être journalière.

C) Chronique de la fermeture des camps officiels

« Pour beaucoup de ces organisations [humanitaires], leur permis de travailler va expirer le 1^{er} avril 2004 ».

M. Badaiev, vice-premier ministre tchéchène¹⁴

Programmée depuis 2002, la fermeture des camps officiels s'est accélérée ces derniers mois et devrait s'achever d'ici quelques semaines.

En 2002, le camp de Znamenskoye - 5000 personnes- puis celui du village d'Aki Yurt -1700 personnes- sont démontés. Le démantèlement d'Aki Yurt se fait rapidement et sans témoin, puisque l'accès au camp est interdit aux ONG ou aux observateurs internationaux pendant la durée de l'opération.

En 2003, le mouvement s'accélère : les pressions sont organisées de manière à faire chuter le nombre de déplacés par camp sous la barre des 1000 personnes. Les autorités mentionnent à plusieurs reprises dans des réunions de coordination avec le HCR qu'il ne leur est pas financièrement viable de maintenir une logistique d'accueil pour moins de 1000 déplacés. Cet argument permet de justifier la sortie des décrets de fermeture dès que ce chiffre est atteint.

▪ Avant les élections présidentielles tchéchènes : fermeture du camp Bella en septembre 2003

En juillet 2003, les pressions s'accroissent sur le camp de Bella (1000 déplacés), et les représentants du Service de migration ingouche annoncent sa fermeture imminente, alors que les déplacés ne souhaitent pas partir. En août, 200 déplacés sont évincés et relogés d'autorité en dehors du camp dans des abris encore en construction, puis ramenés de force à Bella, par des hommes armés et masqués, où leurs tentes ont été enlevées entre-temps. Ils seront relogés dans des bâtiments insalubres. Le HCR, à cette occasion, dénonce : « *les manières agressives et inacceptables avec lesquelles les déplacés [de Bella] ont été traités* »¹⁵

En septembre, le gaz, l'électricité et l'eau sont coupés, une partie des infrastructures sanitaires démantelée. L'accès au camp pour les humanitaires est alors brutalement soumis à autorisation.

▪ Avant les élections parlementaires russes : fermeture du camp d'Alina en décembre 2003

Le 11 novembre, la population du camp d'Alina passe officiellement en dessous de la barre des 1000 déplacés. Les autorités annoncent alors le début de la fermeture pour le 1^{er} décembre. Le chef du camp est démis de ses fonctions, les dates pour la coupure définitive du gaz et de l'électricité sont annoncées et les déplacés ont 8 jours pour trouver une solution...

Des coupures de courant interviennent à Satsita, Sputnik et Alina pendant toute la semaine du 17 au 23 novembre. Là encore l'accès aux camps est refusé aux humanitaires pendant toute la première semaine de décembre.

¹⁴ Itar Tass, 10 janvier 2004.

¹⁵ Kris Janowski, porte parole du HCR -communiqué de presse, 15 août 2003.

De nouvelles tentes peuvent être installées à Satsita, mais doivent être connectées au gaz, à l'électricité et à l'eau. Les autorités refusent de payer pour ce montage. Elles n'autorisent pas non plus la réutilisation des anciens matériaux de Alina.

Les déplacés devront attendre quatre semaines dans le froid pour que l'installation du gaz et de l'électricité soient enfin terminée.

Au final, 226 déplacés rentreront en Tchétchénie, 369 seront relogés à Satsita et les autres trouveront refuge dans les centres collectifs en Ingouchie.

▪ **Avant les élections présidentielles russes : la fermeture annoncée pour Bart, Sputnik et Salsita pour mars 2004**

Alors que la population officielle du camp de Bart passe en dessous des 1000 déplacés le 11 novembre, le camp reste ouvert pendant plusieurs mois. Néanmoins aucune construction n'est autorisée et certaines ONG se voient même interdire de gérer la maintenance d'infrastructures existantes. Les conditions sanitaires se dégradent rapidement.

Le 16 janvier, un ultimatum de 10 jours est donné par les autorités ingouches, tchéchènes et russes de Moscou : si les déplacés ne quittent pas le camp dans ce délai, des « *mesures seront prises* » à leur encontre¹⁶.

Entre temps, 54 logements (soit 270 personnes) fraîchement construits par les ONG sont disponibles à Kristal, un camp collectif de Nazran. Les autorités interdisent la continuation de ce programme de construction.

Début février 2004, le décret officiel de fermeture du camp de Bart est émis. 240 personnes refusent de partir. Le 26 février, alors qu'elles sont encore présentes dans le camp, le gaz est définitivement coupé. Sur les 48 familles restantes, 9 partent pour trouver un logement en Ingouchie et 39 familles retournent en Tchétchénie.

Bart a été officiellement fermé le 1^{er} mars. Le camp est actuellement désert, les bâtiments collectifs ont été démantelés.

Début mars, les 2 derniers camps Sputnik et Satsita, accueillant à eux deux plus de 3900 déplacés, étaient également en train de se vider.

Sur une population initiale de près de 200 000 déplacés, alors que le conflit perdure en Tchétchénie et que les déplacés ne cessent de réclamer une alternative au retour, il restait moins de 70 000 déplacés en Ingouchie.

D) Conclusion : une population vivant dans l'inquiétude permanente, à bout de ressources et de force

Les déplacés ne veulent pas rentrer en Tchétchénie car ils craignent pour leur vie. Si certains rentrent malgré tout, c'est bien parce qu'ils sont épuisés par quatre années d'exil dans des conditions de plus en plus difficiles. Ballottées d'un logement à l'autre au gré de leurs difficultés économiques et de la fermeture des camps officiels, inquiètes face à une insécurité croissante dans les camps eux-mêmes, où se multiplient opérations de contrôle et arrestations nocturnes, convaincues que les aides au retour ne seront attribuées qu'aux premiers candidats, les familles déplacées sont à bout de force, comme l'illustre le

¹⁶ Prima news Agency, 16 janvier 2004

témoignage ci-dessous analysant l'évolution de l'état psychique des déplacés du camp de Bart, de 2000 à la fermeture du camp en 2004¹⁷.

« L'état psychique des réfugiés a évolué pendant cette période. Si en 2000 et 2001 les psychotraumatismes de guerre étaient dominants, les années suivantes ce sont les traumatismes liés à la vie dans les camps qui sont devenus majoritaires. Dans l'attente de la fermeture du camp l'état psychologique des réfugiés s'est dégradé : les événements de la période de guerre, oubliés pendant longtemps, ont ressurgi. Une angoisse d'attente est apparue portant sur les changements à venir : les réfugiés s'angoissaient sur des questions telles que l'obtention des indemnités, la recherche d'un travail, le retour des enfants à l'école.

Avant la fermeture de camp, nous avons posé deux questions aux enfants au cours des séances de thérapie de groupe : « qu'aimez-vous le plus ? » et « que détestez-vous le plus ? ». Nous avons posé les mêmes questions en 2000. Les réponses à la première question n'ont pas beaucoup changé : « la maison, la Tchétchénie, les parents ». En revanche, quand en 2000 ce que détestaient le plus les enfants était « la guerre, le pétrole, les armes, les avions, les chars, les soldats, d'aller à pied, les rêves sur la guerre », ils mentionnent en 2004 « la guerre, être réfugié, les tentes, quand il fait mauvais, les flocons d'avoine, les pâtes, les ivrognes et les toxicomanes. »

Nous avons ensuite posé la question suivante : « La guerre, qu'est-ce que tu en penses ? » Beaucoup nous ont répondu : « jamais je n'oublierai la guerre, la guerre n'est pas encore finie ». Pour ceux dont les parents ont été tués, le souvenir de la guerre est lié à celui de leurs proches : « je n'oublierai jamais la guerre parce qu'il est impossible d'oublier quand on te tue ». « Je pense à mon père et ma mère parce que sans eux nous serions morts. Mon père nous a aidés à quitter Grozny, et notre mère nous a sauvés de la famine ces jours affreux. »

Madina, environ 45 ans, 4 enfants. Elle vit à Sputnik depuis la création du camp.

« Mon mari est très malade, heureusement que l'on m'aide avec les médicaments, et il m'aide à continuer aussi. Nous avons payé très cher pour qu'il se fasse opérer à l'hôpital. Notre logement est détruit partiellement, ils ne nous donneront pas de compensations, mais prétendent qu'ils le restaureront. Je n'ai nulle part où aller, je ne partirai pas quoi qu'il arrive. Mon mari a une peur terrible de la Tchétchénie. Il a même peur de regarder du côté de la frontière tchéchène.

Je suis institutrice dans l'école du camp. Les enfants ont de gros problèmes de mémoire. Ils pleurent beaucoup, on les sent nerveux. C'est très douloureux pour eux ces pressions, départs, changements. Les peurs, angoisses des parents se transmettent aux enfants.»

¹⁷ Source : témoignage d'un psychologue ayant travaillé sur le programme de santé mentale de Médecins du Monde dans le camp de Bart de 2000 à 2004.

III. Tchéchénie, retour en enfer

A) Retour à l'anormal pour les déplacés revenant en Tchéchénie

- **La permanence de l'insécurité sur les lieux de vie des populations de retour d'Ingouchie**

Dans le discours du gouvernement russe et du gouvernement tchéchène installé depuis octobre 2003, l'insécurité en Tchéchénie est mineure, résiduelle : depuis juillet 2003, la direction des opérations en Tchéchénie n'est plus sous la responsabilité du FSB mais du ministère de l'Intérieur. Ce changement entend signifier une nouvelle étape dans la normalisation de la situation en Tchéchénie, et le glissement d'une opération anti-terroriste à une sécurisation de l'ordre social.

« Maintenant la situation a complètement changé, il n'y a plus de grandes bandes en Tchéchénie »

Déclaration du chef du FSB en juillet 2003.

De même, le Ministre fédéral russe en charge de la reconstruction économique et sociale de la Tchéchénie, déclarait récemment¹⁸ : *« Il n'y a plus de problème de sécurité en Tchéchénie : toutes les structures nécessaires pour garantir la sécurité des citoyens sont en place »*

Or sur le terrain, la situation est toute autre : sous une apparente amélioration (moins de contrôles aux barrages militaires par exemple), 80 000 à 100 000 militaires russes sont toujours présents sur le territoire tchéchène, qui dénombre environ 700 000 habitants.

Aux dires de la population, les enlèvements de civils par les différents services de sécurité tchéchènes et les militaires russes constituent le problème essentiel aujourd'hui en Tchéchénie, ainsi que les pillages par les militaires.

Les responsables des administrations locales (maires, préfets de région) sont impuissants face à ces escadrons qui arrêtent les civils, en particulier la nuit, les enlèvent et les emmènent dans des destinations inconnues. Les femmes ne sont pas épargnées par ces rafles : ainsi le 15 janvier, une mère de quatre enfants a été arrêtée à Urus Martan et emmenée vers une destination inconnue dont elle n'est pas revenue depuis ; toujours à Urus Martan, le 25 février, une femme de 60 ans est arrêtée avec son mari. Lui seul sera relâché quelque temps plus tard.

Ruslam, le chef de l'administration d'un gros village de 15 000 habitants

« Les arrestations continuent, et on ne sait pas où sont emmenés les gens ni par qui. Début janvier plusieurs hommes ont été arrêtés par des militaires qui sont arrivés dans des voitures particulières. Il y a encore des opérations spéciales, mais elles ne sont plus massives, comme il y en a eu jusqu'en 2002, mais ciblées. La plupart du temps, ce sont des opérations menées conjointement par des Russes et des Tchéchènes.

¹⁸ S.Ilyasov Moscou, le 9 février 2004 - réunion avec les structures gouvernementales sur l'aide humanitaire en Tchéchénie.

Dans le village, nous avons 23 disparus depuis le début de la guerre. En 2001, 2002, il y a eu de terribles opérations de nettoyage dans le village. Le parquet militaire, le parquet régional, ont ouvert des enquêtes mais rien ne bouge pour autant, rien n'est réellement entrepris pour retrouver ces gens. Pas une seule affaire pour enlèvement ou pillage n'est menée à bout.

Lors des opérations spéciales, personne ne vient nous voir, même si un décret ordonne que nous soyons prévenus.

En tant que représentants de l'administration locale, nous ne pouvons rien faire. Souvent, après des faits de violence, enlèvements, pillages, les représentants du parquet viennent, prennent note, et s'en vont. Et c'est tout.

Nous avons des contacts avec les militaires, mais ce n'est pas pour autant que nous avons les informations. Lors des opérations spéciales, la milice locale ne peut rien faire.

Le pire pour nous et pour les gens, c'est l'inconnu, le fait de ne pas savoir si la nuit se passera tranquillement. Ce qui est le plus important pour nous lors d'une arrestation [enlèvement] est de savoir qui a enlevé la personne et où elle a été emmenée. Nous n'avons jamais ces informations, même si le chef de l'administration peut se rendre [à l'entrée du village, où se sont installées les troupes russes et les représentants des différents services]. A chaque fois qu'il s'y rend pour une chose précise, en particulier lorsque quelqu'un a été arrêté, ils lui disent qu'ils ne savent rien et que cette personne n'est pas là.

Lorsque quelqu'un a été enlevé [arrêté], nous ne pouvons rien faire pour l'aider. Bien sûr que nous nous sentons impuissants. Nous avons des relations avec le FSB. Parfois eux-mêmes ne savent pas qui a arrêté les gens et où ils ont été emmenés, ils cherchent.

N'importe quel bataillon, peut entrer chez vous à tout moment et vous arrêter. Si Kadyrov lui-même ne peut rien faire, que peut faire le chef de l'administration d'un village ? »

Dans les PVR (Punkt Vremennogo Projivania : foyers de vie temporaire) où est accueillie une partie des populations de retour d'Ingouchie, les descentes d'hommes armés sont fréquentes :

Une femme et son fils dans un PVR à Grozny

Le fils : «Trois fois il y a eu des descentes dans ce PVR. Une fois des Russes, une fois le FSB tchéchène, une fois le GRU- Services de renseignement militaire-tchéchène. La dernière fois, c'était le 8 décembre 2003. Ils étaient masqués, ils se sont amusés à nous humilier. Ils ont fait allonger les hommes par terre, même un vieillard qu'ils ont frappé car il n'arrivait pas à s'allonger et ils l'ont « aidé » à leur façon. Les gardes du PVR aussi ont dû subir leurs humiliations et s'allonger par terre.»

La femme : « Un soldat a frappé à la nuque ma fille de 15 ans avec la crosse de son arme. Ils sont restés en tout 1h30.»

Le fils : « Ils sont venus pour « vérification des passeports ». Ils en ont vérifié certains, ont cassé des serrures de portes qui étaient fermées. Visiblement ils cherchaient quelqu'un mais en ont surtout profité pour nous humilier.»

▪ **Promesses déçues et difficultés de survie au quotidien**

Environ 28 PVR ou foyers d'accueil temporaires sont ouverts en Tchéchénie aujourd'hui, logeant environ 30 000 personnes. Deux nouveaux foyers doivent ouvrir à Atchkhoj-Martan, et dans Leninskij Rajon à Grozny. Certaines familles de retour se sont vu proposer aussi de

loger chez des gens en Tchétchénie, en échange d'une compensation équivalant à 3 mois de loyer.

Afin d'accroître la capacité d'accueil de ces foyers souvent déjà surpeuplés, les autorités délivrent une attestation (*uvedomlenie*) aux personnes désirant obtenir une compensation : cette attestation ne constitue pas une garantie quant à la perception de la somme dûe¹⁹, en revanche elle oblige celui qui la reçoit à libérer son logement :

Anna, arrivée du camp d'Alina en août 2003 au PVR Tchaïkovskaja à Grozny

*« Lorsque nous avons en janvier écrit la demande pour les compensations, les gens de la commission du service de migrations de la fédération de Russie qui nous rendaient visite pour nous aider nous ont dit que pour envoyer cette demande il nous fallait signer un papier comme quoi lorsque nous recevrons l'attestation (*uvedomlenie*) pour les compensations, nous libérerions la chambre. Nous avons fait la demande en janvier et avons reçu l'*uvedomlenie* en février 04. Lorsque nous l'avons reçue, le commandant du PVR est venu nous voir et m'a dit que nous devons libérer la chambre, sinon ils iraient en justice. Trois autres familles sont dans le même cas. On nous a aussi dit que si nous restions il nous faudrait payer un loyer.*

*Mais maintenant nous avons peur. Car tout le monde sait que nous avons reçu cet *uvedomlenie*. Il y a même dans le PVR des bruits qui courent comme quoi j'aurais reçu l'argent.*

Je ne partirai pas d'ici tant que je n'aurai pas reçu mon argent. Je n'ai nulle part où aller.»

Amnat

*« J'ai reçu l'*uvedomlenie* pour mes compensations le 26 janvier 2004. Le commandant du PVR m'a demandé de partir. Mais je ne veux pas me plaindre de lui, car je travaille ici comme femme de ménage. J'ai peur car tous savent ici que j'ai reçu cet *uvedomlenie*. Hier des Russes sont venus, ils étaient du ministère des Affaires sociales et accompagnés de soldats. Ils m'ont dit qu'il fallait que je libère la chambre. Ils m'ont montré la lettre que j'avais signée m'obligeant à libérer la chambre lorsque je recevrais un *uvedomlenie*.*

Ils m'ont dit qu'ils allaient me rayer des listes des bénéficiaires de l'aide humanitaire.»

Les conditions de vie dans ces PVR sont en général précaires : peu d'opportunité d'emploi pour des familles vivant entassées ; accès aux soins et à l'éducation très limités. Les indemnités de chômage perçues sont insuffisantes pour couvrir les besoins d'une famille – 600 roubles, soit l'équivalent de 20 euros.

Madina arrivée du camp d'Alina en août 2003 au PVR Tchaïkovsaya à Grozny. Elle vit avec sa famille -neuf personnes- dans 20 m²

« J'ai accepté de quitter le camp en Ingouchie et de venir ici car on m'avait promis que nous recevrons des compensations et que nous aurions 2 chambres pour notre famille nombreuse.

Nous habitons à Grozny. Notre appartement est complètement détruit. Mon mari travaille au noir, il rénove des maisons et des appartements. Ici, heureusement il y a des salles de bain, même s'il faut aller chercher l'eau dehors. Personne ne nous aide en rien. Le ministère des Affaires sociales ne nous donne que du pain(...). Si on compare la situation actuelle à celle en Ingouchie, nous étions même très bien en Ingouchie. Je regrette d'être rentrée en Tchétchénie. »

¹⁹ Les familles ne parviennent généralement à les percevoir qu'en échange de pots de vin versés à l'administration, représentant jusqu'à 50% de la somme due.

Raïssa

« Nous sommes arrivés en octobre 2003, nous étions à Karaboulak. Nous sommes sept et on nous a donné cette pièce. J'ai envoyé mes enfants chez des parents, pour deux raisons : tout d'abord parce qu'il y a très peu de place ici. Mais c'est surtout à cause de l'école. Ici il n'y a pas d'école tout près. L'école la plus proche se trouve de l'autre côté de la route. Les autorités nous avaient promis qu'une école serait construite pour les enfants du PVR, mais comme pour tout, c'est resté à l'état de promesses. »

Katarina, qui vient du camp Bart

« C'est difficile de vivre ici, tous dans une seule pièce, sans salle de bain. Nous avons les nerfs à fleur de peau. On nous a distribué une seule fois en quatre mois de la nourriture : en particulier du corned-beef. Avant, en Ingouchie, nous recevions des produits du Ministère des affaires sociales, [des ONG]. Ici rien. (...)

Nous vivons à sept dans une pièce. C'est problématique : contraire à notre mentalité. Nous sommes plus malades qu'en Ingouchie.

Si on nous donnait ce que nous recevions en Ingouchie et les compensations pour les logements détruits, on ne se plaindrait pas. Il n'y a pas de travail, c'est très difficile d'en trouver. S'il y en avait, on travaillerait, ce n'est pas ça qui nous fait peur. Ou bien on nous propose des emplois avec des salaires très bas. Ou encore il faut payer pour recevoir un emploi.

Qu'on le veuille ou pas on est venus ici. On ne peut plus faire demi-tour. Mais si on avait du travail et si les ONG nous aidaient on vivrait comme des humains.

Nous vivons en grande partie grâce à nos familles.

Que faire ? La vie continue. Il faut vivre. »

Elmira, vient du camp « Satsita » et vit depuis 4 mois dans le PVR boulevard Doudaev à Grozny.

« Si on veut aller à l'hôpital il faut payer : pour être reçu, pour les médicaments, pour les analyses. De plus, il faut apporter le matériel (gants, perfusions...)

On m'a donné une ordonnance pour consulter un gynécologue. Nulle part on ne m'a reçue car je ne pouvais pas payer.

J'ai une fille de 13 ans, elle a la taille et le poids d'une enfant de 9 ans. Mais je n'ai pas l'argent pour la soigner. »

B) Tchéchénie, symptômes et impacts d'une guerre qui n'en finit pas

Au delà du drame des déplacés tchéchènes forcés à rentrer, des centaines de milliers de Tchéchènes subissent quotidiennement les conséquences d'une guerre à huis-clos comme en témoignent les faits suivants.

- **Survivre dans les montagnes en Tchéchénie, un défi quotidien pour les populations civiles**

Présente dans les montagnes du Sud de la Tchéchénie depuis 1999, Action contre la Faim a conduit plusieurs enquêtes sur la sécurité alimentaire des populations qui révèlent la permanence de la guerre et ses conséquences sur la vie quotidienne des populations.

Environ un tiers de l'habitat a été entièrement détruit et les deux-tiers ont souffert de destructions partielles²⁰.

Plusieurs milliers de soldats sont toujours basés à Shatoi, Sharoi et Itum Kale. Dans chaque gros village, il y a un poste de commandement militaire. Les effectifs sont renforcés par les gardes frontières qui maintiennent leurs positions le long de la Géorgie et également par des forces officielles comme les policiers du ministère de l'Intérieur, le FSB et autres services de sécurité.

L'artillerie et les raids aériens ont été de nouveau réutilisés en 2003, de façon sporadique puis plus soutenue au début de l'année 2004. Concentrés sur les forêts, ces bombardements touchent parfois des zones de résidence et terrorisent la population. Les raids d'hommes armés et masqués dans les villages sont communs, occasionnellement suivis par des meurtres comme en Octobre 2003 à Bugaroy et Ulus Kert, dans le district de Itum Kale. Les embuscades contre des convois militaires, attaques contre des stations de police, les confrontations entre les forces fédérales et les combattants tchéchènes suivies de contre-attaques fédérales (opération de nettoyage, arrestations de civils) se poursuivent.

Dans 39% des familles interviewées résidant dans ces zones²¹, au moins un membre a été tué ou a disparu depuis le début de la deuxième guerre.

L'hôpital central du district de Shatoi est l'hôpital de référence pour toute la région. Il est occupé par les militaires russes depuis le début du conflit et le commandement militaire est actuellement toujours installé dans le bâtiment. Après avoir été temporairement déplacé dans une maison du village, l'hôpital est maintenant installé dans un village plus éloigné. Le médecin en charge est le seul dans les trois districts réunis.

Depuis début 2003, l'Etat a commencé la reconstruction de certains bâtiments, comme les bâtiments administratifs et militaires. Dans chaque district, il y a maintenant une ligne de téléphone publique. Il n'y a en revanche pas de réseau de distribution communal d'eau dans la région. L'eau utilisée provient des sources naturelles. La distance pour accéder aux points d'eau varie d'une dizaine de mètres au kilomètre.

En pratique, la population utilise surtout du bois pour se chauffer et cuisiner. Les villageois doivent obtenir des autorisations pour collecter du bois dans certaines zones des forêts réputées dangereuses –présence de mines et de combattants- auprès du Département des forêts mais celles-ci doivent être validées par le commandement militaire de la zone. En conséquence, la plupart des familles préfèrent acheter le bois, même s'il constitue une grosse dépense dans le budget du ménage (de 1500 à 3500 roubles pour 1-1,5 mois).

D'après les estimations d'Action contre la Faim, les populations des montagnes ont perdu en moyenne 80% de leur troupeau en conséquence de la guerre (pillages ; mines, mort du bétail insuffisamment nourri ; vente ou consommation du bétail en temps de crise etc.) Autrefois fondée sur une production agricole planifiée et collective, l'économie familiale a dû intégrer celle de la guerre : des petits boulots (construction, petit commerce) se sont développés autour des bases militaires ; le coût du transport et donc des denrées de base sur les marchés, a partout augmenté notamment à cause des barrages, fixes ou mobiles, où sont exigés des droits de passage.

²⁰ Source : Administration locale. Les données doivent être considérées à titre indicatif, puisque les critères n'ont pas été standardisés.

²¹ Sur 160 familles interrogées de septembre à décembre 2003. Enquête de sécurité alimentaire : « *les populations affectées par la guerre dans les districts de Shatoi, Sharoi, Itum Kale et les villages Chiski et Dachu-Borzoï, Tchétchénie* » – Action Contre la Faim.

Afin de s'adapter à une économie de plus en plus enclavée et à une production agricole de plus en plus limitée, les familles ont dû recourir à la décapitalisation (plus de 40 % des revenus de la population provient des dettes, de la vente de biens personnels et de l'aide extérieure) pour obtenir de l'argent, désormais ressource vitale pour accéder à la nourriture.

Incapables de reconstituer leur troupeau ou leur stock de semences, incapables d'accéder *physiquement* à des terres minées, la plupart des familles n'en ont même pas la volonté, craignant de nouvelles destructions ou réquisitions. Le manque de main d'œuvre active - moins de 40% des familles ont un membre actif -, due aux pertes humaines durant cette guerre est aussi un important facteur de démotivation.

▪ **La guerre continue : la preuve par les statistiques médicales**

Le programme de soutien aux hôpitaux que mène Médecins du Monde en Tchétchénie lui permet d'avoir accès à des données éclairantes sur la santé des populations civiles tchéchènes.

L'analyse des types de gestes opératoires pratiqués fait état d'une situation non normalisée : les blessures et les traumatismes liés à la guerre sont encore répandus, malgré les discours de pacification et de normalisation de la situation. Les relevés épidémiologiques recueillis sont à cet égard à relativiser, car pour des raisons de sécurité, la plupart des blessés de guerre sont enregistrés comme accidentés.

Ainsi, à l'hôpital 9 de Grozny, hôpital de référence pour toute la Tchétchénie (puisqu'à lui seul il effectue 6000 opérations par an sous anesthésie générale, ce qui représente environ 45% de l'activité chirurgicale hospitalière totale en Tchétchénie), on observe les chiffres suivants :

	Nombre de blessés de guerre	Taux de létalité (nombre de décès hospitaliers dûs aux blessures de guerre)
2001	929	49%
2002	862	53%
2003	543	59%

En résumé, si la part des traumatismes liés à la guerre a baissé, la létalité de ces derniers a augmenté, alors que les soins rendus dans l'hôpital se sont améliorés avec l'aide continue des acteurs humanitaires (dotations régulières de médicaments, d'équipement hospitalier, réhabilitation des locaux, amélioration de l'asepsie).

La part des traumatismes liés aux mines ou aux engins explosifs est toujours élevée dans les services de chirurgie (de 7 à 12%), et connaît un pic dans la période estivale, qui est celle du travail dans les champs. Aucun déminage sérieux des champs et des forêts n'a été entrepris par les forces militaires fédérales.

La part de la chirurgie de guerre a légèrement diminué depuis 2001-2002 pour atteindre une moyenne de 10 à 20% selon les structures hospitalières. Ce chiffre confirme néanmoins la continuation d'opérations de guerre qui touchent les populations civiles de manière directe (blessures par armes à feu, engins explosifs, mines), loin donc des assertions des autorités, pour lesquelles la Tchétchénie serait désormais pacifiée.

Un grand nombre de pathologies ont des causes psychogènes évidentes²² (troubles fonctionnels divers). En effet, le climat de guerre permanent et les « nettoyages » récurrents

²² Information collectée au travers des activités de Médecins du Monde de soins de santé primaire menées régulièrement en Tchétchénie dans trois centres de santé (deux à Grozny, un à Argoun).

de l'armée russe et des forces tchéchènes pro russes entretiennent le stress et la terreur. Cela expliquerait la hausse constante de syndromes psychotraumatiques et dépressifs.

Les équipes médicales de Médecins du Monde constatent enfin la proportion très importante d'enfants présentant une anémie clinique, ainsi que des pathologies dues aux problèmes d'hygiène. Les familles ont d'énormes difficultés à se déplacer pour s'approvisionner, les carences nutritionnelles sont dès lors inévitables. Les infrastructures d'eau et d'assainissement déjà fortement endommagées par la guerre continuent à se détériorer.

▪ **... et par les entraves incessantes aux soins chirurgicaux**

Avec l'effort conjoint des ONG médicales, les hôpitaux tchéchènes ont de quoi parer au plus urgent et pratiquer les soins pré, per et post-opératoires, de façon relativement satisfaisante. Cependant subsiste un problème de taille : **la fourniture des anesthésiques sans lesquels il est impossible d'opérer un patient.** Ces produits sont classés en Russie sur une liste très contrôlée de « produits narcotiques » : pour les importer, les acheter, les transporter ou les donner, il faut une licence spécifique. Or les ONG, le ministère de la santé tchéchène, les hôpitaux en sont privés suite à une décision unilatérale des autorités fédérales russes.

Conséquence : les anesthésistes ou les patients doivent se procurer eux-mêmes les anesthésiques sur le marché noir (au bazar), ce qui est bien sûr illégal, et la qualité des produits est incertaine, voire dangereuse pour les patients.

Les raids de la police russe dans les hôpitaux pour contrôler la présence de ces anesthésiques sont très fréquents. Les anesthésistes sont régulièrement interrogés sur la présence d'anesthésiques dont la provenance ne peut être qu'illégale puisqu'il n'y a pas d'autres moyens de se les procurer, alors que les autres structures hospitalières en Russie en sont pourvues.

D'après les estimations de Médecins du Monde, cette entrave entraîne plusieurs décès par mois :

« le 7 février 2004, un patient blessé lors d'un accident de voiture a été transporté en urgence à l'hôpital d'Ourous-Martan, pour y être opéré. Ce jour-là, l'anesthésiste de l'hôpital n'a pas pu se procurer de la kétamine, anesthésiant souvent utilisé en Tchétchénie (il n'y en avait plus au marché noir). Du coup, les médecins ont dû transporter ce patient à l'hôpital 9. Il est mort d'une hémorragie interne pendant le transport. »

Il s'agit donc là de la criminalisation d'un acte médical ayant pour conséquence une entrave aux soins qui alourdit le bilan humain de la guerre.

▪ **Les mines en Tchétchénie ou les stigmates de la guerre**

Handicap International est présente auprès de la population tchéchène depuis mars 2000, en Ingouchie et en Tchétchénie. Ses interventions auprès des personnes handicapées, dont beaucoup de blessés de guerre, lui permettent de témoigner des conséquences du conflit et des ravages causés par les mines.

En juin 2002, Olara Utunu, représentant spécial des Nations unies, estimait au cours de son voyage en Russie que la Tchétchénie était « **une des zones de la planète les plus polluées par les mines** ». Malgré l'entrée en application au niveau international du traité d'interdiction des mines antipersonnel -Traité d'Ottawa, que la Russie refuse toujours de signer-, les différentes parties en conflit en Tchétchénie continuent d'utiliser massivement ce type d'armes. Une évaluation exacte sur la localisation et le nombre des mines reste

difficile compte tenu de l'évolution permanente des lignes de front et d'autres facteurs (manipulation et déplacements d'engins par des militaires et des civils, inondations saisonnières, travaux agricoles, opérations de déminage sporadiques...). La plupart des données chiffrées citées plus bas sont extraites du *Rapport de l'Observatoire des mines*, qui compile les résultats des travaux de chercheurs indépendants et des informations provenant de sources variées.

Utilisation par les forces russes : la Russie reconnaît l'utilisation de mines par ses forces en Tchétchénie sur la période 1997-2003. L'armée russe continue à miner les abords de ses positions militaires, les check points, ainsi que de nombreux endroits qu'elle considère « suspects », aux seules fins de limiter les mouvements de population. En juillet 2002, un officiel tchéchène estimait que les Russes avaient posé environ 3 millions de mines lors de la seconde guerre tchéchène.

En 1999 et en 2000, des disséminations de mines antipersonnel ont été effectuées par les forces russes à partir d'hélicoptères, d'avions et de missiles, créant ainsi de vastes zones minées aux contours très imprécis. Les districts les plus touchés par ces minages « aveugles » sont ceux de Shelkovskaya, Nozhai Yourt, Vedenov ainsi que les collines du district d'Urus Martan. Dans ce dernier district, sur deux villages (Martanchu et Tangichu), une ONG tchéchène a dénombré 43 victimes de mines. Aucune opération de déminage n'est en cours dans cette zone.

Selon un rapport remis aux médias, le service du génie du district militaire du Nord Caucase aurait installé 123 champs de mines dans Grozny en 1999 et 2000 (119 champs de mines antipersonnel, 2 champs de mines antichar et 2 champs de mines mixtes), qui auraient fait 592 victimes au cours des trois dernières années. Les officiels russes continuent cependant d'affirmer que les mines sont seulement utilisées dans les conditions prévues par le protocole II de la Convention de 1980 sur les armes conventionnelles : ils affirment que tous les champs de mines sont délimités et signalés pour éviter toute victime civile, et qu'une fois les opérations militaires terminées, les mines sont retirées. Aucun témoignage présent ou passé ne corrobore ces allégations.

Utilisation par les forces tchéchènes : les rebelles tchéchènes continuent également d'utiliser des mines quasi quotidiennement contre des cibles russes et civiles, mais ces faits sont moins documentés. Ils utiliseraient des civils, y compris des enfants, pour poser des mines et d'autres engins explosifs contre des cibles russes. Certains civils seraient payés selon l'impact de l'explosion. Dans certains cas, les rebelles utiliseraient la menace et le chantage pour obtenir leur coopération.

On peut évaluer à environ 1300 le nombre d'incidents par mines impliquant des forces fédérales russes en Tchétchénie de 1999 à mars 2003, et à environ 2 500 le nombre de victimes militaires russes.

Il est extrêmement difficile d'obtenir des chiffres fiables sur le nombre de victimes civiles de mines. Les ordres de grandeur réalistes sont de plusieurs centaines de morts et de plusieurs milliers de blessés depuis 1999. La base de données de l'Unicef répertorie 2 281 victimes connues depuis le début de conflit, dont 464 décédées et 1817 blessées. Près de la moitié des blessés ont subi une amputation. La majorité des victimes se situe dans la tranche d'âge 15-29 ans.

Aucune opération de déminage humanitaire n'a eu lieu en Tchétchénie depuis la fin des activités de l'ONG anglaise Halo Trust en 1999. La situation militaire chaotique et les

risques pour les travailleurs humanitaires restent trop importants pour un redémarrage de ces activités.

Les forces russes effectuent quelques opérations de déminage militaire, c'est-à-dire dans le but unique de faciliter les mouvements de leurs troupes. En mai 2003, un porte-parole de l'armée estimait qu'environ 100 engins explosifs étaient ainsi désamorçés chaque semaine. Ce chiffre est de toute façon dérisoire par rapport à l'ampleur du problème.

▪ **L'extrême précarité des personnes handicapées**

Les personnes blessées par des mines, des tirs, des bombardements ou encore victimes de mauvais traitements se comptent par milliers en Tchéchénie. Selon les statistiques officielles de 2003, il y aurait 36 181 personnes invalides, dont 8 982 enfants, qu'il s'agisse ou non de victimes du conflit. Ces chiffres ne prennent cependant en compte que les personnes qui ont fait une demande d'enregistrement, ils sont dès lors très en dessous de la réalité. Beaucoup de personnes invalides déclarent devoir payer les fonctionnaires chargés d'étudier leur dossier pour être enregistrées et bénéficier ainsi d'une petite pension.

Le processus politique engagé sous la contrainte en 2003 prévoyait d'importants financements fédéraux, pour améliorer la situation économique et sociale en Tchéchénie. Le gouvernement en place a donc théoriquement les moyens de fournir une assistance aux populations vulnérables et en particulier aux personnes handicapées. Force est cependant de constater que cette manne n'arrive pas jusqu'à ses bénéficiaires supposés.

Le ministère du Travail et des Affaires sociales explique que le budget annuel de 34 millions de roubles (1,1 million de dollars) prévu pour les personnes invalides est largement insuffisant. « *Les subventions existent pour acheter du charbon pour les régions sans gaz et pour l'achat de prothèses, mais il n'y a pas d'argent pour les chaises roulantes et les places en sanatorium.* »

Dans les institutions gouvernementales médicales et sociales, si les salaires sont généralement payés, l'équipement et la nourriture sont fournis par l'aide internationale. L'insuffisance des services médicaux et des services de réadaptation physique augmente considérablement le risque de transformer des blessures mineures en handicap permanent.

Les personnes handicapées souffrent d'une très forte marginalisation sociale. Elles se considèrent souvent elles-mêmes comme une charge inutile pour leurs proches et pour la société. Les jeunes gens invalides ou amputés sont suspectés par les forces de sécurité gouvernementales d'être des anciens combattants et doivent subir régulièrement brimades et violences.

Adam

« Cela s'est passé en mai 2002. Je m'étais réveillé très tôt ce matin-là pour aller au marché. Dehors, j'ai vu un de mes voisins arriver en courant, criant que toutes les routes étaient bloquées et que les soldats allaient faire une opération de « nettoyage » dans notre village. Comme je n'ai jamais été affilié à aucun groupe, je ne me suis pas inquiété. Je ne m'étais jamais trouvé en plein milieu de ces « nettoyages », je n'avais aucune idée de leur déroulement, j'imaginai que c'était un simple contrôle de papiers. Je me suis totalement trompé.

Une foule de fédéraux a fait irruption dans notre cour. Sans me poser de questions, ils m'ont mis un sac sur la tête et m'ont traîné jusque sur le BTR (véhicule blindé de transport). Mon père est accouru pour m'aider, ils l'ont frappé à la tête. Je pouvais

l'entendre implorer, crier, mais il n'a pu que suivre du regard le BTR qui m'emmenait vers une destination inconnue. Heureusement, ma mère nous avait quittés deux jours avant, car je pense qu'elle n'aurait pas pu supporter cette scène... A l'intérieur du camion, j'entendais les militaires parler de moi. L'un d'eux a proposé de me jeter hors du véhicule, pour éviter les histoires. Je n'ai pas eu le temps de réagir : en quelques secondes, j'ai été éjecté, j'ai ressenti une douleur insupportable et je me suis évanoui.

C'est à l'hôpital, après l'opération, que j'ai repris connaissance. J'ai eu beaucoup de mal à me faire à l'idée que je ne remarquerais plus jamais.

C'est horrible, je suis le père de deux enfants, mais je suis incapable de leur donner quoi que ce soit. Au lieu de les protéger, je suis devenu un fardeau pour eux. On se sent moins frustré quand on sait qu'on est coupable, mais moi, je ne suis pour rien à ce qui m'est arrivé. Et combien y en a-t-il comme moi ? »

11 mars 2004 : Arjan Erkel, Chef de Mission de MSF-Suisse au Daghestan, enlevé en août 2002, n'a toujours pas été libéré. Face à ce drame qui témoigne des difficultés auxquelles sont confrontées les ONG dans cette région, ACF, MdM et HI expriment leur solidarité aux proches d'Arjan ainsi qu'aux équipes de MSF.

Annexes

Rappel des activités dans la région



Créée en 1979, Action contre la Faim est une organisation non gouvernementale, non confessionnelle qui mène des programmes humanitaires afin de couvrir les besoins des populations en détresse dans des situations de crise et de post-crise. Constituée en réseau international, elle met en œuvre des programmes d'urgence et de relance dans une quarantaine de pays dans les domaines de la nutrition, de la sécurité alimentaire, de l'eau et de la santé. Chaque année, l'association vient en aide à plus de 5 millions de personnes.

Action contre la Faim est intervenue pour la première fois auprès des populations tchéchènes lors de la première guerre en Tchétchénie (1994 -1996).

Action contre la Faim a mené dès le mois de décembre 1995 des programmes de distributions de rations alimentaires et d'intrants agricoles pour les déplacés et les sans-abri victimes de combats, ainsi que des programmes d'assistance alimentaire aux institutions et centres pour déplacés, en Tchétchénie, en Ingouchie et en Ossétie du Nord. Action contre la Faim s'est retirée de la région à la fin de l'année 1997.

A la suite de la reprise des affrontements entre l'Armée russe et les combattants tchéchènes à l'automne 1999, Action contre la Faim a réouvert une mission pour venir en aide aux quelque 200 000 déplacés ayant trouvé refuge en Ingouchie.

Aujourd'hui, en Tchétchénie, Action contre la Faim apporte une assistance alimentaire auprès des populations des montagnes du sud (15 000 personnes) et apporte un soutien ponctuel –réhabilitation, aide alimentaire- à des institutions socio-médicales.

En Ingouchie, ACF aide les familles déplacées en distribuant de la bouillie aux enfants de 6 à 24 mois. Action contre la Faim met également en œuvre un programme de réhabilitation d'infrastructures eau et assainissement dans les sites d'accueil de déplacés en Ingouchie.



Médecins du Monde est une association de solidarité internationale qui s'appuie sur l'engagement de ses membres (professionnels de la santé) pour porter secours, depuis plus de 20 ans, aux populations les plus vulnérables dans le monde et en France.

Médecins du Monde est présent depuis 1995 de façon permanente dans la région. En 1998 et 1999, les expatriés s'étaient retirés pour des raisons de sécurité, mais l'association a maintenu un système de « pilotage à distance » de la mission, à partir de Moscou. L'action s'est d'abord concentrée sur les soins de santé primaire, puis dès 1996, Mdm a mis en place des programmes de santé mentale.

▪ **En Ingouchie :**

Depuis la fermeture du camp « Bart », le programme de soins de santé primaire et de soutien psychologique pour les déplacés tchéchènes présents en Ingouchie se concentre dans le camp Soutnik et comprend trois volets :

soins de santé primaire via des consultations au sein d'un dispensaire

soins de santé mentale (consultations individuelles, en groupes, notamment pour les femmes et les enfants)

suivi des droits de la personne avec l'envoi régulier d'observateurs chargés de collecter les témoignages des déplacés.

▪ **En Tchétchénie :**

Le programme de Mdm en Tchétchénie vise le soutien aux structures sanitaires et l'amélioration de la prise en charge des blessés (sécurité pré, per et post-opératoire). Il comprend trois volets :

- soins de santé primaire (consultations réalisées dans 2 centres de santé de Grozny et 1 centre de santé à Argoun)
- approvisionnement d'hôpitaux en équipement, matériel lourd de réanimation et de soins post-opératoires et consommables chirurgicaux
- suivi des droits de la personne avec l'envoi régulier d'observateurs chargés de collecter les témoignages auprès des personnels de santé, des blessés et des déplacés à l'intérieur de la Tchétchénie.

Dans les mois à venir, Mdm souhaite prendre en charge la santé primaire (réhabilitation et approvisionnement) de certaines régions montagneuses du Sud-Est de la Tchétchénie, où les faits de guerre sont particulièrement nombreux, entraînant de nombreuses victimes civiles.



Handicap International, fondée en 1982, intervient en faveur des personnes handicapées dans 60 pays. L'association a démarré ses actions auprès de la population tchéchène en mars 2000, en acheminant en Ingouchie et en Tchéchénie des fauteuils roulants et des aides à la marche (cannes, béquilles, déambulateurs) afin de répondre aux besoins les plus urgents. Au printemps 2001, deux bureaux ont été ouverts dans la région, à Nazran et à Grozny.

Pour améliorer et généraliser l'assistance aux personnes handicapées, Handicap International a choisi de concentrer son action sur quelques axes clés, ayant un impact rapide sur la fraction la plus vulnérable de la population handicapée.

- **Appareillage et soins**

Durant l'année 2003, grâce à l'action de Handicap International, 1300 personnes handicapées ont reçu des appareils d'aides à la mobilité et/ou des kits hygiéniques adaptés à leurs besoins. Soixante personnes ont bénéficié de prothèses. Trois centres de réadaptation physique ont été ouverts (Grozny, Argun, Urus Martan).

- **Fourniture de matériels et formation**

Sept départements de traumatologie ont reçu différents types d'équipement médical spécialisé. L'école médicale de Grozny a repris ses cours de réadaptation physique destinés aux infirmières. Soixante-dix personnes travaillant dans des hôpitaux, des centres de réhabilitation ou dans des associations locales ont reçu des formations spécialisées en réadaptation physique.

- **Insertion économique et sociale des personnes handicapées**

Un centre de formation/production en couture pour personnes handicapées a été créé à Achkoi Martan. Trois associations locales de personnes handicapées ont été soutenues par des donations de matériel et des formations spécialisées. Enfin, différents supports de sensibilisation au handicap ont été produits et diffusés en Tchéchénie.

Contacts

Action contre la Faim

4 rue Niepce - 75014 Paris
Tél. 01 43 35 88 88
www.acf-fr.org

Handicap International

14, av. Berthelot - 69361 Lyon Cedex 07
Tél. 04 78 69 79 79
www.handicap-international.org

Médecins du Monde

62 rue Marcadet - 75018 Paris
Tél. 01 44 92 15 15
www.medecinsdumonde.org